



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 15 Septembre 2008

N° 349

PRIX : 0,60 Euro

NIGER-MAURITANIE

DES MESURES TIMIDES POUR

ÉVITER LES EXPLOSIONS POPULAIRES

CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE
Editorial

Niger-Mauritanie: Des mesures timides pour éviter les explosions populaires contre la flambée des prix

Page 4

Côte d'Ivoire: Une société injuste et barbare qu'il faut combattre et changer

Page 5

Sénégal:

- Derrière la courbette de Wade au khalife général des mourides
- Le procès de l'ex-dictateur Habré traîne en longueur (p.8)

Page 9

Mali: Privatisation de la CMDT : Les patrons sont gagnants

Page 10

Ethiopie: Les pratiques de mutilations sexuelles en léger recul mais des droits restent à conquérir

**ABONNEMENT
FRANCE**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :
Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

NIGER-MAURITANIE
**DES MESURES TIMIDES POUR
ÉVITER LES EXPLOSIONS POPULAIRES
CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX**

Les émeutes de la faim des mois de février et mars derniers dans plusieurs pays d'Afrique ne sont pas un souvenir lointain. De telles scènes peuvent se reproduire à tout moment surtout lors de la période actuelle de Ramadan qui comme chaque année connaît une montée brutale du prix des denrées alimentaires de base.

Le spectre de telles scènes hante les pouvoirs en place et surtout les commerçants qui ont eu leurs boutiques pillées par le déferlement de la colère de ceux qui avaient faim. C'est pour éviter qu'un scénario analogue ne se renouvelle que par exemple le gouvernement nigérien tente de prendre certaines dispositions.

Officiellement il s'agit de « protéger les populations démunies contre la hausse généralisée des tarifs des produits de grande consommation » pendant le mois de Ramadan. Ce gouvernement a lancé une opération de vente de riz et de sucre à prix inférieur à celui pratiqué par les commerçants. Mais ces produits ne sont vendus qu'à ceux qui présentent un livret de famille comportant les noms de tous les membres, la carte de famille qui se délivre sur certificat de mariage, ou encore la dernière carte de recensement. Les clients ne disposant pas de ces documents sont purement et simplement refoulés même s'ils sont très pauvres et dans le besoin. Une minorité de chefs de familles réussissent cependant à rassembler les conditions nécessaires pour s'en procurer.

Le riz de qualité inférieure pourra lui être cédé pour la somme de 13000 CFA le sac de 50 kg et le sucre également à 13000 F les 25 kg. Cette denrée se vend aussi par boîte de 5 kg.

Certaines personnes pensent à juste raison que l'opération bénéficiera surtout aux classes moyennes car ce sont essentiellement elles qui possèdent les documents exigés.

Mais de toute façon la quantité de ces produits mis en circulation est infime par rapport aux demandes, puisque Niamey (la capitale) et les sept autres régions n'ont bénéficié chacune que de 266 tonnes de riz et autant de sucre. Cela représente 53 tonnes de chaque denrée par commune. C'était tellement peu que ça a été épuisé dès la première semaine de septembre.

En Mauritanie la junte militaire qui a récemment renversé le pouvoir précocement moribond de Sidi Ould Cheikh Abdallahi, a pris elle aussi quelques mesures du même ordre.



Les nouveaux dirigeants militaires devant le palais présidentiel le 7 août, à Nouakchott

Les nouveaux hommes forts du régime sans doute très soucieux de se faire pardonner d'avoir fait un coup d'Etat, le nième en quelques années, ont pris des mesures pour se faire bien voir. Les personnes les plus démunies peuvent s'approvisionner dans des «boutiques témoin» réparties sur l'ensemble du territoire. Au total huit types de produits sont actuellement vendus dans plusieurs centaines de boutiques pour environ 20% moins cher que sur le marché. Ces mesures sont destinées à calmer la population pauvre, à faire preuve de bonne intention à son égard, à gagner un peu de crédit auprès de tous ceux qui feraient preuve de mécontentement.

Les pays africains sont pauvres. Ils sont tributaires du marché international dominé par quelques multinationales richissimes. Le riz est devenu l'aliment de base, mais les pays africains doivent l'importer car ils n'en produisent pas suffisamment. Les capitalistes des pays riches qui sont responsables de la flambée de son prix empochent d'énormes profits. Dans plusieurs pays d'Afrique on cultive des haricots verts ou des fleurs qui alimentent les marchés européens. On produit aussi du coton pour l'industrie textile mondiale. Du sol nigérien on extrait de l'uranium en grande quantité puisque ce pays en est le premier producteur mondial. Les déchets sont abandonnés sur place par Aréva, une société française. Ils constituent une source de pollution radioactive pour tous ceux qui travaillent ou vivent à proximité.

Tout cela fait la fortune des actionnaires de quelques multinationales qui s'accommodent bien des détournements et des prébendes que les dirigeants africains prélèvent au passage sur le dos des travailleurs et des paysans pauvres.

Alors les émeutes de la faim peuvent faire peur à quelques fonctionnaires locaux et à quelques commerçants pour leurs marchandises. Mais en fin de compte ce sont les travailleurs et les paysans pauvres qui, s'ils sont organisés, peuvent jouer un grand rôle pour instaurer un système social plus juste basé sur la satisfaction des besoins à commencer par celui de manger à sa faim.

CÔTE D'IVOIRE

UNE SOCIÉTÉ INJUSTE ET BARBARE QU'IL FAUT COMBATTRE ET CHANGER !

C'est la rentrée scolaire. Les ouvriers doivent chercher l'argent pour leurs enfants. Mais où le trouver ? Ils ont beau se tuer au travail, le salaire ne suffit pas. Cela fait des années que les salaires sont restés à la traîne, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Si au moins il y avait suffisamment d'écoles publiques pour permettre aux enfants de pauvres de les fréquenter, ce serait un problème en moins. Mais il n'y en a pas ! La grande majorité des enfants sont obligés de s'inscrire dans les établissements payants. Et par ces temps difficiles, pour un ouvrier, l'affaire n'est pas simple.

On peut faire le même constat en matière de santé. La semaine dernière, il y a eu ce drame vécu par cette jeune mère de famille qui a été amputée d'un bras suite à un accident survenu sur la route de Dabou. L'accident s'est produit à 11h. Il a fallu 3 heures pour l'évacuer aux urgences du CHU de Yopougon. A 23h elle a reçu les premiers soins. C'est 3 jours après qu'elle va subir une opération. Il était, bien sûr, trop tard. Le bras était touché par la gangrène. Pourquoi ? Parce que sans argent, il n'y a pas de matériel, il n'y a pas de sang. Il faut tout payer. L'hôpital n'est public que de nom ! Les

pauvres y vont pour chercher un ticket pour les cimetières ! Dans cette société, les chiens des riches sont sans doute mille fois mieux traités que les gens pauvres !

Les ordures qui s'entassent dans les quartiers pauvres témoignent de cette situation. Les riches ne savent-ils pas que des gens meurent cadeau à cause de ça ? Mais où est leur problème ? Ce ne sont que des pauvres qui meurent, non ?

Et pourtant, ce n'est pas faute de moyen. L'Etat a l'argent pour assurer le mieux-être minimum pour la population : il y a le café, le cacao, l'hévéa, le pétrole, les industries, les banques, les coffres des riches, le port. Il y a aussi l'argent des TVA et autres taxes que tout pauvre de ce pays paye, ne serait-ce qu'en achetant son manger ou en payant son transport !

Mais l'Etat ne fait rien ! La grande partie de cet argent va dans la poche de la grande bourgeoisie, une petite partie dans celle des hauts dignitaires qui se succèdent au pouvoir. Une autre partie est consa-

crée à l'entretien des quartiers des riches; ramasser leurs ordures; réparer leurs chaussées. Et pour leurs enfants qui n'étudient pas encore en France, il faut bien qu'ils aillent à l'école. C'est ainsi que 3 milliards de francs ont été accordés en cadeau cette année pour remettre en état le lycée français, situé dans le quartier de la Riviera, où pas un seul enfant de pauvre ne sera admis !

Les riches et les défenseurs du système capitaliste estiment sans doute que le fonctionnement actuel de la société est le meilleur. Cette société leur permet de s'enrichir sur la sueur de tous ceux qui la font fonctionner.

Oui, cette société est profondément injuste et révoltante. Elle marche la tête en bas et les pieds en haut. Voilà pourquoi, elle ne peut pas être éternelle. Tôt ou tard, la classe ouvrière qui subit tout le poids de l'exploitation et de l'injustice finira par se révolter et inverser les rapports des forces. C'est à cela qu'il faut se préparer, dès maintenant. Les ouvriers qui ont conscience de cette réalité et les intellectuels qui le veulent, doivent se retrouver ensemble pour construire le parti de la classe ouvrière pour améliorer le sort de tous.

CÔTE D'IVOIRE

INSALUBRITÉ, C'EST LE DERNIER DES SOUCIS DES AUTORITÉS

Les tas d'ordures, les poubelles qui débordent, font partie du paysage d'Abidjan, surtout dans les quartiers où vivent et travaillent les petites gens et les travailleurs. A Adjamé, le boulevard Nangui Abrogoua croule sous des montagnes d'immondices au milieu desquelles des vendeuses installent leurs marchandises. Ce même fait est constaté à Abobo. Les gens ne savent plus où déposer leurs déchets. La concentration humaine due au marché de cette ville très peuplée et à sa gare routière est un facteur aggravant. De ce fait les alentours de la mairie sont devenus un déversoir à ordures. Le long du boulevard principal jusqu'au rond point de la gendarmerie, les déchets ménagers sont déposés sur le trottoir souvent sur la chaussée comme à Pk 18 derrière pont. A Williamsville, une partie de la route est occupée par les ordures.

Les grandes poubelles de collecte sont pleines à craquer et mettent des semaines avant d'être vidées.

Et même dans certains quartiers, elles n'existent qu'en théorie. Alors les populations vivent en plein dans les ordures dégageant des mauvaises odeurs; elles sont la cause principale de plusieurs maladies épidémiques telles que la fièvre typhoïde, le choléra, la fièvre jaune etc. Le ministre de la santé prétend combattre la fièvre jaune et a entamé une campagne de vaccination en août dernier.

Mais tant que l'insalubrité n'est pas réellement combattue, les microbes et virus continueront de proliférer. Le gouvernement, pour soi-disant résoudre le problème de l'insalubrité, a créé un ministère de la Ville et de la Salubrité publique. Ce ministère célèbre dans la construction de monuments, a mis en place l'«Agence nationale de la salubrité urbaine» (Anasur) ; une structure chargée du ramassage des déchets et de leur transport à la décharge d'Akouedo. Cela, en remplacement du District d'Abidjan qui a été trempé

dans l'affaire des déchets toxiques.

Mais ce changement d'équipe n'a rien changé. Dans le quotidien Nord Sud du 04 septembre 2008, un responsable de l'Anasur avouait: «seulement 1 % des ordures est ramassé par jour...». Pour le ramassage de ces déchets, les mairies d'Abidjan prélèvent des taxes à tous ceux qui exercent une activité. Tout le monde sait que la corruption et les détournements existent et que tout l'argent des taxes n'est pas forcément consacré au

ramassage des déchets et à leur acheminement vers les endroits réservés à cet usage. Les agents municipaux font ce qu'ils peuvent. Eux-mêmes sont souvent débordés et finalement impuissants face à l'ampleur de ce fléau qui nécessite une implication sérieuse de l'Etat lui-même, ce qui n'est vraiment pas le cas à l'heure actuelle. Les hauts dirigeants de ce pays attendent peut-être que les habitants des quartiers populaires aillent déposer les ordures devant leurs portes, avant de réagir !

SÉNÉGAL

DERRIÈRE LA COURBETTE DE WADE AU KHALIFE GÉNÉRAL DES MOURIDES

Le 19 juillet dernier, le khalife général des mourides était reçu en grande pompe au palais présidentiel à Dakar. A cette occasion l'esplanade du palais présidentiel était devenue une grande mosquée à ciel ouvert. Abdoulaye Wade ne cache pas sa dévotion au chef de la puissante confrérie mouride

population qui n'en peut plus de souffrir de la misère grandissante.



***Wade reçu par le khalife général
des mourides à Touba le 30/12/08***

dont il se réclame le «talibé». Ce n'est pas la première fois qu'un dignitaire religieux est reçu au palais présidentiel, mais en cette période de crise sociale où la flambée des prix frappe durement une grande partie de la population, cette allégeance revêt une signification particulière. Il est manifeste que Wade cherche à s'afficher plus ouvertement du côté des dignitaires religieux musulmans pour tenter d'étouffer un éventuel éclatement de la colère de la

Mais cette allégeance ouverte au mouridisme illustre aussi le poids grandissant des idées les plus rétrogrades véhiculées par les principales confréries musulmanes. Il y a une montée politique du fondamentalisme musulman au Sénégal. Parmi les aspects les plus visibles de cette montée, il y a la création, depuis quelques années, de partis politiques se réclamant ouvertement de l'islam et dirigés par des dignitaires religieux : le PVD (Parti de la Vérité pour le Développement) ou le MRDS (Mouvement de la réforme pour le développement social). Cela se voit aussi par la prolifération des mosquées, y compris jusqu'à l'intérieur des campus universitaires, par un nombre croissant d'élèves voilées à l'école, mais aussi des femmes voilées dans les villes, des hommes barbus habillés tout en blanc, déambulant et égrenant le chapelet. Des militants religieux de plus en plus organisés en bandes sillonnent la ville pour dissuader ceux qui ne feraient pas honneurs aux «valeurs morales de l'islam» comme ils le disent. Ces gens-là n'hésitent pas à déchirer, par exemple, des affiches annonçant la tenue d'un bal à l'occasion d'un mariage dans les quartiers populaires. Quotidiennement on peut assister de jour comme de nuit et sur la voie publique à des cérémonies bruyantes ou des projections audiovisuelles animées par des militants religieux. On y dénonce pêle-mêle la « dégradation des mœurs » ou la tenue des jeunes, particulièrement des jeunes filles, non conforme aux canons de l'islam. A Dakar il est devenu difficile pour une jeune fille de venir en maillot de bain à la plage

alors qu'auparavant il était relativement courant de voir les filles se baigner dans les plages de la corniche. Maintenant il faut qu'elles aillent jusqu'à l'île de Gorée et se mêler aux groupes de touristes pour être un peu tranquilles. Autrement il faut aller loin sur les plages isolées. Cela se voit aussi dans la raréfaction des endroits ouverts pour consommer des boissons alcoolisées. Lorsqu'à la télévision on projette des émissions qui ne sont pas de leur goût, les dignitaires religieux font pression pour les censurer.

Ces quelques exemples sont les aspects les plus flagrants de cette montée de l'influence islamiste. Mais à l'intérieur des familles traditionnelles cela se traduit aussi par moins de libertés pour les filles, plus de pressions religieuses sur l'ensemble de la jeunesse. Il est difficile de mesurer ces choses-là mais il est certain que cela pèse sur l'ensemble de la société.

L'islamisme pousse sur le terreau de la misère grandissante. L'origine de sa poussée remonte au début de la crise économique qui frappe le Sénégal (comme de nombreux pays africains) depuis les années 1980. Cette crise s'est aggravée dans les années 1990. La dévaluation du franc CFA de 50% en 1994 a contribué à appauvrir encore plus gravement une grande partie de la population laborieuse. La dernière flambée des prix des denrées alimentaires a précipité des millions de familles dans une misère effroyable. Même ceux qui avaient un emploi stable ne peuvent plus nourrir leurs familles. Ne pouvant plus payer les loyers inabordables de

Dakar, de nombreuses familles d'ouvriers ou de petits employés sont contraintes d'habiter plus loin de la capitale. Mais ce qu'elles ont gagné en diminution des loyers elles l'ont perdu en frais de transports.

Il y a une colère sourde qui couve au sein de cette partie de plus en plus grande de la population déshéritée. Il y a eu quelques émeutes à Dakar, notamment celles des bana bana en novembre 2007. Il y a eu aussi quelques manifestations contre la flambée des prix. Mais jusqu'ici le gouvernement n'a été que très peu débordé. Il a réussi à réprimer rapidement la révolte des bana bana et leur a concédé quelques petits accommodements pour qu'ils puissent exercer leurs petits commerces.

Mais si d'autres émeutes éclatent demain, le gouvernement sera-t-il toujours en mesure de les endiguer? Ce n'est pas dit. Voilà pourquoi Wade cherche l'appui des dirigeants religieux. Ceux-ci ont le vent en poupe car le désespoir pousse un nombre toujours plus élevé de déshérités dans leurs bras. Leurs partisans sont de plus en plus hargneux et visibles dans les quartiers populaires. En leur faisant des salamalecs, Wade ne fait que les encourager à embrigader toute la société. Et cela ne présage rien de bon pour la société toute entière et plus particulièrement pour les plus démunis. Car le but des islamistes est de retourner la colère, le désespoir et les frustrations des couches laborieuses contre elles-mêmes.

SÉNÉGAL

PENDANT QUE LA POPULATION SOUFFRE LE GOUVERNEMENT SE GARGARISE DE DISCOURS

Selon les propres chiffres du gouvernement sénégalais, plus de 2,1 millions de personnes seraient menacées par «l'insécurité alimentaire» dans le pays. Selon toute vraisemblance ce chiffre serait même en dessous de la réalité, surtout depuis la dernière flambée des prix qui a occasionné d'énormes difficultés dans les familles ouvrières et petites paysannes. Même ceux qui ont un petit salaire régulier n'arrivent plus à se nourrir correctement car cela fait des années que les salaires ne suivent plus, même un tout petit peu, la montée vertigineuse des prix des denrées de base. Quant aux petits paysans

qui cultivent de l'arachide, du mil ou du coton pour survivre, leurs maigres revenus ont fondu. On achète leurs produits au plus bas prix alors qu'ils doivent se procurer les produits de consommation toujours plus chers.

En cette période de soudure, les greniers des petits paysans sont désespérément vides. La famine menace de faire de nombreuses victimes. Les quelques aides des organismes comme le PAM (Programme alimentaire mondial) et de quelques ONG sont loin d'être suffisantes. Face à cette catastrophe annoncée, le gouvernement sénégalais

fait semblant de s'activer. La dernière trouvaille de Wade en la matière, c'est ce qu'il appelle pompeusement le GOANA (« Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance »). Selon ce fameux « plan » qu'on pourrait baptiser « grand bla-bla », il y aura de l'abondance alimentaire au

Sénégal dans un horizon indéterminé. Mais en attendant il maintient les salaires bloqués dans la Fonction publique et ne fait rien contre les grands commerçants et les grandes chaînes de distribution qui spéculent sur les prix des denrées de base et qui font de gros profits sur le dos des plus démunis.

DAKAR

MANIFESTATION DE JOURNALISTES EN COLÈRE

Le 23 août dernier, 2.000 à 3.000 personnes ont manifesté dans les rues de Dakar à l'appel du Comité pour la défense et la protection des journalistes (CDPJ). Les manifestants ont crié des



Dakar 23 août : manifestation des journalistes pour la défense de la presse

slogans contre les « intimidations » et les « agressions policières » dont ils sont victimes. Ils ont rappelé le cas de deux reporters sportifs violemment frappés par des policiers après un match de football qui s'est déroulé le 21 juin dernier. Tout dernièrement, le 16 août, les locaux de deux quotidiens ont été saccagés par des hommes de mains. Ceux-ci ont aspergé le personnel de gaz lacrymogène et détruit des ordinateurs. Il semblerait que le ministre du Trans-

port aérien, Farba Senghor (qui est en même temps responsable de la « propagande » du PDS) soit derrière ces agressions du 16 août. Il l'a reconnu implicitement. De nombreux journalistes avaient scandé son nom. En tout cas il a été limogé par Abdoulaye Wade à la suite de cette manifestation. Le porte-parole du gouvernement a déclaré que Farba Senghor a été démis de ses fonctions « pour faciliter le travail de la justice en toute indépendance et en toute liberté ». Pure hypocrisie ! Tout le monde sait qu'on ne peut même pas évoquer dans la presse les malversations et le clientélisme qui ont lieu dans les allées du pouvoir. Les journalistes qui osent les dénoncer sont arrêtés.

Si Farba Senghor a été écarté du gouvernement comme une brebis galeuse, c'est parce que Wade cherche à éteindre un foyer de contestation dans la capitale. Il sait qu'en cette période de flambée des prix, des salaires bloqués, de coupures intempestives de l'électricité et de l'eau dans les quartiers populaires, tout foyer de contestation est dangereux pour le pouvoir. Il sait que la population laborieuse a mille et une raisons d'exprimer sa colère et son indignation contre sa politique. C'est surtout un éventuel éclatement de cette colère populaire qu'il cherche à désamorcer à l'avance.

=====

SÉNÉGAL

LE PROCÈS DE L'EX-DICTATEUR
HABRÉ TRAÎNE EN LONGUEUR

Le procès pour "crimes contre l'humanité" de l'ex-dictateur du Tchad Hissen Habré qui s'est réfugié à Dakar depuis 1990, piétine. Sous différents prétextes, les autorités sénégalaises font traîner en



Habré, l'ex-dictateur du Tchad

longueur la procédure. Le tribunal de Dakar a d'abord attendu longtemps pour finalement se déclarer "incompétent" pour juger ce criminel car, selon cette instance, les crimes qui lui sont reprochés n'étaient pas commis sur le sol sénégalais; puis on a évoqué le manque d'argent pour convoquer les plaignants qui résident en majorité au Tchad mais aussi dans d'autres pays, en Afrique, en Europe ou aux Etats-Unis; ensuite c'est finalement les instances politiques et administratives de l'Union Africaine (UA, l'ex-OUA, défunte) qui devaient prendre les choses en mains sur une demande des autorités sénégalaises; enfin, coup de théâtre : l'UA décrète que le Sénégal est habilité à juger le dictateur Hissen Habré. Mais les dirigeants sénégalais soulèvent le

problème du financement du procès lui même; ils ne disposent pas, paraît-il, de l'argent nécessaire.

Au cours d'une conférence de presse tenue le 22 août dernier à Dakar, les avocats de l'ex-dictateur parlent de saisir les instances de l'UA pour qu'elles annulent leur décision de juger leur client, fut-ce au Sénégal.

Mais derrière les différents prétextes, il faut mentionner le fait que, jusqu'à présent le président Wade soutient le dictateur Habré. De plus, il semble que ce dernier bénéficie d'un autre soutien aussi important que celui de Wade, sinon de loin déterminant, celui d'un chef religieux. Il est sous la protection de celui-ci.

Au Sénégal, vu le poids des chefs religieux (90 à 95 pour cent de la population est de religion musulmane), quand un escroc est placé sous leur autorité, il est difficile, voire impossible, que l'Etat puisse s'en prendre à celui-ci. Et Habré qui a copieusement arrosé l'un des chefs religieux avec l'argent volé dans les caisses de l'Etat tchadien, bénéficie de cette protection. Et selon le bouche à oreille qui circule à Dakar et dans le milieu immigré ici en France, il reste "intouchable".

Et ce n'est pas Wade qui a besoin du soutien des chefs religieux qui va aller à leur rencontre. Il a besoin d'eux pour qu'ils appellent leurs fidèles à soutenir son régime de plus en plus désavoué par une population frappée de plein fouet par la crise alimentaire, voire même une partie de ceux qui avaient voté pour lui lors de l'élection présidentielle.

En attendant son procès qui tarde à venir, l'ex-dictateur Habré coule des jours paisibles dans sa résidence de luxe, tout en veillant sur ses affaires.

=====

TCHAD**UN OPPOSANT ASSASSINÉ
PAR LES SBIRES D'IDRISS DEBY**

Selon les conclusions de la "Commission d'enquête" chargée de faire la lumière sur la disparition des opposants politiques après l'attaque de la capitale Ndjaména par les rebelles début février dernier, Ibni Oumar Saleh, dirigeant du Parti pour les libertés et le développement (PLD), est mort, sans autre précision. Il a été sans doute assassiné dans sa cellule par des tortionnaires du régime.

En effet après deux jours de combats, les rebelles se sont retirés de la capitale, et des soldats dits «loyalistes», sur ordre de Déby, ont profité de la confusion qui régnait dans la ville pour éliminer des opposants. Trois d'entre eux, arrêtés chez eux, ont été copieusement tabassés et jetés en prison : Lol

Mahamat Choua, président du Rassemblement pour la démocratie et le progrès, Yorongar Ngarledji, dirigeant de la Fédération-Action pour la république et Ibni Oumar, secrétaire général du PLD.

Si les deux premiers ont échappé à la mort et trouvé refuge en France, ça n'a pas été le cas de Ibni Oumar. Il a fallu attendre environ 7 mois après son arrestation, sans doute pour faire retomber le mécontentement d'une partie de la population face à ces arrestations arbitraires et les manifestations à l'étranger, notamment en France pour que le régime en place annonce, à travers une "Commission d'enquête" bidon, la mort de cet opposant.

MALI**PRIVATISATION DE LA CMDT
LES PATRONS SONT GAGNANTS
PAS LES TRAVAILLEURS**

Au mois d'août, les députés maliens ont adopté à une très large majorité, par 117 voix contre 20 et 6 abstentions, le projet de loi de privatisation de la Compagnie malienne pour le développement des

des années, régulièrement. En 2004 il y a eu 18 milliards de F CFA de déficit, en 2005: 43.7, en 2006: 28 et en 2007: 18 milliards.



*Récolte de coton vers
Kadiolo, au sud du Mali*

textiles (CMDT). Selon les partisans de la privatisation, la CMDT affichait des déficits depuis

Le Mali est un très grand producteur de coton. Jusqu'à maintenant c'est l'Etat qui détient la majorité des actions, plus de 90%. La culture du coton fait vivre près du tiers de la population malienne (environ 4 millions de personnes). La production et la vente du coton représentent la majorité des revenus de l'Etat. Il est certain que de nombreux capitalistes sont intéressés à prendre son contrôle. Depuis 2001 l'Etat voulait privatiser la CMDT. En raison d'un certain mécontentement, il a reculé. Depuis quelques années des mouvements de protestation ont fait jour contre la privatisation. Il y a eu plus de 250.000 signatures pour une pétition de protestation rien que chez les paysans et les ouvriers de cette filière. Jusqu'à récemment la majorité du parlement était contre la privatisation. ATT, le président, a dû peser de tout son poids pour obliger ses partisans à voter en faveur de ce projet de loi. Les capitalistes sont gagnants.

Maintenant les conséquences risquent de peser sur les travailleurs. Il faut nous rappeler qu'en 2003 la privatisation du chemin de fer Dakar-Bamako a entraîné le licenciement d'un millier d'employés sur les 2.600 que comptait cette ligne. Ensuite, certes le trafic s'est amélioré pour les marchandises mais ce n'est pas le cas pour le transport de voyageurs. En plus beaucoup de personnes jetées à la porte n'ont pas perçu la totalité de leur indemnité de licenciement. Il est certain que les travailleurs de la CMDT risquent de se trouver dans des situations similaires. En plus les conditions de travail vont se durcir pour les travailleurs. Les

capitalistes cherchent toujours à faire le maximum de profit.

Aujourd'hui ce sont les travailleurs de la CMDT qui sont concernés par une situation qui va se dégrader pour eux. Hier c'étaient les travailleurs du rail. Demain cela peut être d'autres travailleurs qui risquent d'être concernés.

Le succès de la pétition est-il la traduction d'un climat de mécontentement ? C'est à souhaiter car la seule chose qui peut faire changer d'avis le gouvernement et donner un avertissement salutaire aux capitalistes, c'est la réaction des travailleurs.

ÉTHIOPIE

LES PRATIQUES DE MUTILATIONS SEXUELLES EN LÉGER REcul MAIS DES DROITS RESTENT À CONQUÉRIR

Selon les organisations non-gouvernementales les populations éthiopiennes sont sensibles aux campagnes contre les mutilations génitales féminines. Le dirigeant du Comité national éthiopien, Abate, a déclaré que « les populations sont de plus en plus conscientes des dangers des mutilations génitales ».

C'est sûr que ces traditions barbares vieilles comme le monde font des ravages chez des petites filles. Ces mutilations ont non seulement des conséquences graves dans la future vie de femmes mais en plus souvent il y a des accidents. Des fois des petites filles meurent à la suite des hémorragies. Certes les organisations gouvernementales ou non font de la propagande auprès de la population surtout dans les grandes villes comme Addis Abeba et Dirédewa. C'est ainsi qu'on peut voir des grandes affiches qui font appel à venir dans des centres d'accueil. En plus dans les centres urbains les associations sont plus actives et il y a plus des jeunes qui ont été à l'école et sensibles aux propagandes. Mais dans les petites villes du pays et dans les campagnes reculées la propagande atteint plus difficilement les populations. Et là cela demande des moyens plus importants. Mais pour le gouvernement actuel, ce n'est pas sa priorité. Il faut encore plus de volonté politique et des moyens matériels pour

certaines régions, comme Afar et Somali, qui sont les bastions de ces pratiques rétrogrades. De plus, la population pratique l'infibulation. Dans ces régions le poids de la domination des hommes et des traditions sont plus fortes. C'est pour cela d'ailleurs que les organisations signalent qu'aucune amélioration n'a été constatée dans ces régions.

Le gouvernement actuel se targue d'être libéral du fait qu'il a nommé une femme comme ministre de la condition féminine, qu'il laisse des femmes de l'intelligentsia éthiopienne faire entendre leur voix dans les instances nationales et internationales. Il est vrai aussi qu'un certain nombre de réformes ont été faites pour défendre les droits de la femme. Mais pour l'instant il est toujours difficile pour une femme seule d'affronter les traditions ancrées dans la population et la gente masculine pour faire valoir ces droits élémentaires.

Pour qu'il y ait un réel changement pour les femmes, il faut un profond changement dans la société en général. Et cela passe par un bouleversement qui renverse le pouvoir des capitalistes sur le monde et révolutionne les rapports entre les hommes et les femmes. Evidemment en attendant, il est important que les hommes et les femmes ensemble se battent pour faire respecter les droits élémentaires des femmes.

ÉTHIOPIE

AUGMENTATIONS DES PRIX ET DÉGRADATIONS DES CONDITIONS DE VIE SUR FOND DE MÉCONTENTEMENT GÉNÉRAL

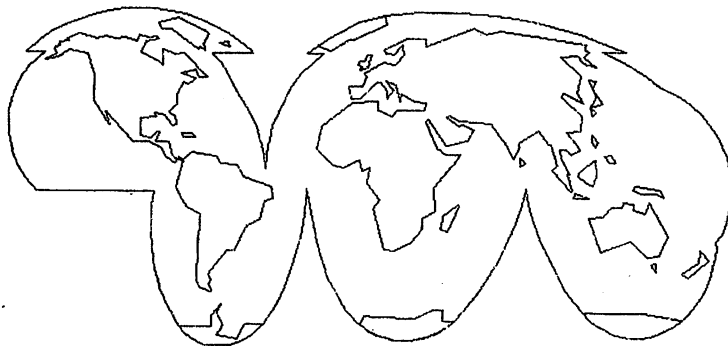
Comme la plupart des pays d'Afrique l'Éthiopie est aussi touchée par l'augmentation des prix de tous les produits. En particulier les denrées de première nécessité ont subi de fortes augmentations. Le sac de 100 kg de mil est passé de 800 à 1200 birs (1euro = 15birs). Les prix des lentilles, des petits pois et du sucre ont augmenté environ de 50% en quelques mois. Pour un pays producteur de café, son prix à la consommation a carrément triplé. Et ce ne sont que quelques exemples parmi tant d'autres. Le prétexte invoqué, c'est l'augmentation du prix du carburant et suite à cela le prix du transport des marchandises. Bien sûr le prix des transports en commun a aussi augmenté. La population travailleuse prend de moins en moins les minibuses et même le bus qui pourtant est le moins cher. Les travailleurs marchent pour aller au travail. Ce sont des heures de trajet en plus de la longue journée de travail.

C'est le drame dans toutes les familles parce que les salaires n'ont évidemment pas du tout augmenté. Et cela touche la plupart des gens. Les ouvriers ne sont en général pas du tout contents. Les seuls qui ont su imposer d'une certaine manière une

augmentation de salaires, sont les travailleurs du bâtiment. En effet depuis quelques années les affaires marchent pour les promoteurs immobiliers. La ville d'Addis Abeba est en pleine transformation. Il y a des grands chantiers d'aménagement des rues dans la ville. D'autre part la petite bourgeoisie locale et celle vivant dans l'immigration ont l'engouement de se payer de belles villas en banlieue, dans des zones bien gardées et à l'abri des regards malveillants. Comme les ouvriers du bâtiment sont des journaliers, ils n'acceptent plus de salaires en dessous de 15 birs par jour, ce qui représente plus du double que d'habitude. Evidemment les promoteurs et les bourgeois sont scandalisés. Comme ces derniers ne peuvent pas interrompre les chantiers, des ouvriers du bâtiment ne se laissent pas faire.

Plus généralement il existe un petit mécontentement chez les travailleurs, les petits fonctionnaires et les petits salariés. parce qu'ils sont de plein fouet par les augmentations vertigineuses des prix des denrées. Il n'est pas dit que cette situation ne débouche pas sur une colère plus grande.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.